Organisation mondiale de la Santé

SOIXANTE-DIXIÈME ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ **A70/INF./2**
Point 11.2 de l'ordre du jour provisoire **10 avril 2017**

Projet de budget programme 2018-2019

Augmentation proposée des contributions fixées

Rapport du Directeur général

1. À sa vingt-cinquième réunion, le Comité du programme, du budget de l'administration du Conseil exécutif a recommandé au Conseil exécutif que de nouvelles discussions aient lieu avec le Secrétariat sur le projet de budget programme 2018-2019, surtout en ce qui concerne le niveau abordable des contributions fixées, les économies, la hiérarchisation des activités, l'impact des contributions volontaires et la mobilisation des ressources.[1] Ce document présente les éléments justifiant l'augmentation proposée des contributions fixées.

2. Le Directeur général propose une augmentation de 3 % (soit US $28 millions) des contributions fixées pour le projet de budget programme 2018-2019. C'est beaucoup moins que l'augmentation de 10 % proposée au départ par le Directeur général dans l'avant-projet de budget programme 2018-2019 présenté au Conseil exécutif à sa cent quarantième session,[2] laquelle se fondait sur les recommandations du Groupe de haut niveau sur l'action mondiale face aux crises sanitaires.[3] Cette réduction vise à répondre aux préoccupations soulevées lors du Conseil exécutif par plusieurs États Membres, notamment ceux dont les contributions ont fortement augmenté en vertu du barème des contributions adopté par l'Assemblée de la Santé[4] et qui auraient du mal à s'acquitter des contributions supplémentaires. Les sommes que les États Membres devraient payer comme contributions fixées si une augmentation de 3 % était décidée figurent à l'annexe. Cette réduction du montant demandé est compensée par les nouvelles économies prévues dans la catégorie 6.

3. Même si une augmentation de 3 % apparaît relativement faible au regard du budget programme global, son adoption montrerait que l'on reconnaît la nécessité d'augmenter les contributions fixées à ce stade – ce serait la première augmentation depuis l'exercice 2006-2007. Plusieurs États Membres ont souligné qu'une augmentation des contributions fixées pour l'exercice 2018-2019 ne crée pas nécessairement un précédent pour les futurs budgets programmes, et les États Membres devraient réexaminer les futures demandes au cas par cas.

---

[1] Voir le document EB140/5.

[2] Document EB140/36.

[3] Disponible à l'adresse http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/723&referer=/english/&Lang=F, consulté le 30 mars 2017.

[4] Voir la résolution WHA69.14 (2016).

Pourquoi l'OMS est-elle financée en partie par des contributions fixées ?

4. Depuis la création de l'OMS en 1948, le budget programme est financé, au moins en partie, par des contributions fixées. Au cours de ses premières décennies d'existence, l'OMS était presque intégralement financée par des contributions fixées, les fonds volontaires étant essentiellement affectés aux programmes spéciaux mis en place dans les années 1970. Ce n'est pas avant les années 1990 que les contributions volontaires ont pris le pas sur les contributions fixées en tant que principale source de recettes.

5. Les contributions fixées sont utilisées conformément à la Constitution de l'OMS, qui dispose que les dépenses de l'Organisation sont réparties parmi les États Membres conformément à un barème arrêté par l'Assemblée de la Santé (article 56). Ainsi, les contributions fixées montrent que l'OMS est une organisation multilatérale internationale, pour laquelle la qualité de membre implique certaines responsabilités financières.

6. Les contributions fixées permettent d'assurer le financement nécessaire pour une organisation s'acquittant de fonctions essentielles qui sont tributaires d'un financement prévisible à long terme et qu'une dépendance à l'égard des contributions volontaires pourrait gravement hypothéquer. La plupart des activités de l'OMS sont programmatiques et ne dépendent pas de projets. Citons, par exemple, la surveillance des maladies, le renforcement des principales capacités requises au titre du Règlement sanitaire international (2005) et les activités des organes directeurs. Ces fonctions n'appellent pas un financement intégral par les contributions fixées ; cependant, les contributions volontaires restent habituellement une source complémentaire. Des données détaillées sur les catégories, secteurs de programme et bureaux financés par des contributions fixées pendant l'exercice en cours et les exercices passés, sont disponibles sur le portail Internet relatif au budget programme.[1]

7. Une troisième justification du financement par les contributions fixées est que l'essentiel des activités normatives de l'OMS nécessite une indépendance par rapport à la source de financement, afin de veiller à ce qu'il n'y ait pas de conflits d'intérêts potentiels.

Pourquoi les contributions fixées sont-elles une source de financement si importante ?

8. Les contributions fixées offrent à l'OMS un financement d'une excellente qualité, car elles sont totalement souples et peuvent être affectées à n'importe quelle activité. L'usage de toutes les autres sources de financement est limité d'une façon ou d'une autre. C'est notamment le cas des contributions volontaires de base, qui ne sont pas utilisées pour les activités de la catégorie 6 en raison des critères appliqués en matière de financement par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

9. Les réunions organisées pour le dialogue sur le financement ont contribué à améliorer considérablement la prévisibilité des contributions volontaires, mais il n'y a eu aucun progrès dans l'alignement de ces fonds et plusieurs secteurs de programme sont systématiquement sous-financés, notamment la lutte contre les maladies non transmissibles. Comme les contributions fixées ne sont pas affectées à un objet désigné, le Directeur général peut procéder à leur allocation stratégique en temps utile, tout au long de l'exercice, pour assurer l'alignement du financement sur l'intégralité du budget programme. Cela permet à l'Organisation de s'acquitter du mandat que lui confie l'Assemblée de la Santé consistant à mettre en œuvre l'ensemble du budget programme et pas seulement les éléments financés par les contributions fixées, comme c'était le cas dans le passé. L'approbation du budget programme dans son intégralité depuis l'exercice 2014-2015 a été rendue possible grâce à la décision

[1] Voir http://extranet.who.int/programmebudget/, consulté le 30 mars 2017.

prise par l'Assemblée de la Santé de ne plus affecter les contributions fixées à des catégories particulières.[1] Un volume relativement faible de contributions fixées peut donc faciliter un usage efficace de montants bien plus élevés de contributions volontaires, même si celles-ci sont destinées à des objets désignés de façon relativement précise.

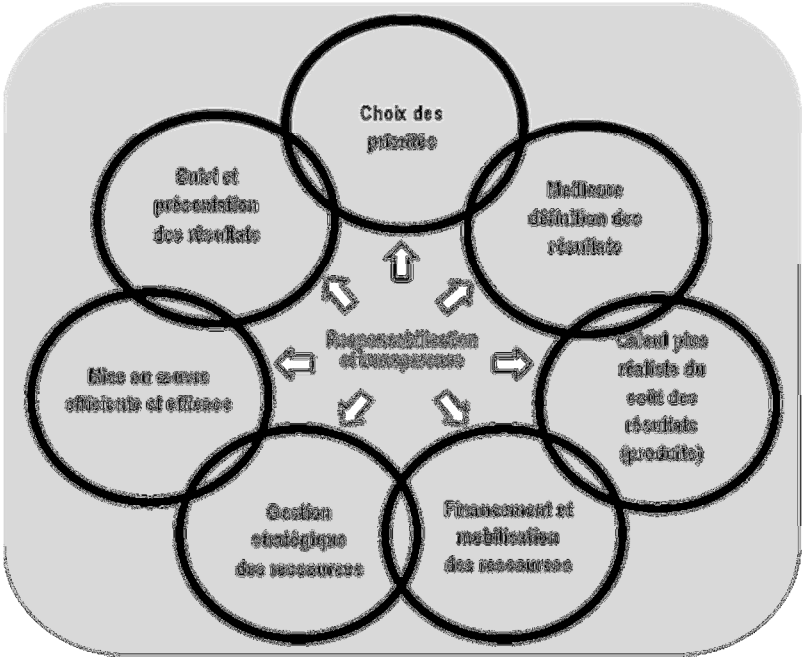
Pourquoi une augmentation des contributions fixées est-elle nécessaire ? Quelles activités l'Organisation sera incapable de mener si aucune augmentation n'est adoptée ?

10. Si l'augmentation des contributions fixées n'est pas approuvée, le Directeur général aura plus de difficultés à aligner le financement sur le budget programme et à obtenir des résultats dans l'ensemble des catégories et des secteurs de programme. Cela exercera une pression sur certains secteurs de programme qui reçoivent systématiquement une part importante des contributions fixées, par exemple celui du leadership et de la gouvernance qui a reçu 17,8 % des contributions fixées pendant l'exercice 2014-2015.

Quelles mesures prend l'OMS en faveur d'une gestion efficace des ressources ?

11. Les réformes apportées à l'action de l'OMS au cours des 10 dernières années portent leurs fruits, améliorant l'efficience, la responsabilisation et la transparence. Le portail Internet sur le budget programme de l'OMS offre une vue d'ensemble des réformes qui ont contribué à améliorer l'efficacité de la planification, du financement, de la mise en œuvre et du suivi du budget programme (voir la Figure 1).[2] Des informations supplémentaires sur les mécanismes de recouvrement des coûts et le rapport coût/efficacité ont également été communiquées à l'Assemblée de la Santé.[3]

Figure 1. Aspects imbriqués de la réforme de l'OMS modelant le budget programme



[1] Résolution WHA66.2 (2013).

[2] Disponible à l'adresse http://extranet.who.int/programmebudget/Documents/WHO%20delivering%20for%20Results_background%20paper_DRAFT.pdf, consulté le 30 mars 2017.

[3] Voir, respectivement, les documents A70/INF./5 et A70/INF./6.

ANNEXE

CONTRIBUTIONS FIXÉES DES ÉTATS MEMBRES ET DES MEMBRES ASSOCIÉS MONTRANT, POUR 2018-2019, UNE AUGMENTATION DE 3 % DU TOTAL DU FINANCEMENT PAR LES CONTRIBUTIONS FIXÉES (en US $)

			Augmentation de 3 %		Changement	
	Contributions fixées en US $					
États Membres et Membres associés	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**Différence entre 2018 et 2016**	**Différence entre 2018 et 2017**
Contributions dues pour l'exercice biennal (moins la déduction au titre du fonds de péréquation des impôts)	**929 000 000**		**956 870 000**			
Afghanistan	23 230	27 870	28 710	28 710	5 480	840
Afrique du Sud	1 727 940	1 690 780	1 741 500	1 741 500	13 560	50 720
Albanie	46 450	37 160	38 270	38 270	-8 180	1 110
Algérie	636 370	747 850	770 290	770 290	133 920	22 440
Allemagne	33 172 630	29 677 840	30 568 180	30 568 180	-2 604 450	890 340
Andorre	37 160	27 870	28 710	28 710	-8 450	840
Angola	46 450	46 450	47 840	47 840	1 390	1 390
Antigua-et-Barbuda	9 290	9 290	9 570	9 570	280	280
Arabie saoudite	4 013 750	5 323 640	5 483 350	5 483 350	1 469 600	159 710
Argentine	2 006 640	4 143 340	4 267 640	4 267 640	2 261 000	124 300
Arménie	32 520	27 870	28 710	28 710	-3 810	840
Australie	9 634 200	10 855 830	11 181 500	11 181 500	1 547 300	325 670
Autriche	3 707 180	3 344 870	3 445 220	3 445 220	-261 960	100 350
Azerbaïdjan	185 800	278 700	287 060	287 060	101 260	8 360
Bahamas	78 970	65 030	66 980	66 980	-11 990	1 950
Bahreïn	181 160	204 380	210 510	210 510	29 350	6 130
Bangladesh	46 450	46 450	47 840	47 840	1 390	1 390
Barbade	37 160	32 520	33 500	33 500	-3 660	980
Bélarus	260 120	260 120	267 920	267 920	7 800	7 800
Belgique	4 636 180	4 111 290	4 234 630	4 234 630	-401 550	123 340
Belize	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Bénin	13 940	13 940	14 360	14 360	420	420
Bhoutan	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Bolivie (État plurinational de)	41 810	55 740	57 410	57 410	15 600	1 670
Bosnie-Herzégovine	78 970	60 390	62 200	62 200	-16 770	1 810
Botswana	78 970	65 030	66 980	66 980	-11 990	1 950
Brésil	13 629 360	17 758 770	18 291 530	18 291 530	4 662 170	532 760
Brunéi Darussalam	120 770	134 700	138 740	138 740	17 970	4 040
Bulgarie	218 320	209 030	215 300	215 300	-3 020	6 270
Burkina Faso	13 940	18 580	19 140	19 140	5 200	560
Burundi	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Cabo Verde	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Cambodge	18 580	18 580	19 140	19 140	560	560
Cameroun	55 740	46 450	47 840	47 840	-7 900	1 390
Canada	13 861 605	13 568 505	13 975 560	13 975 560	113 955	407 055
Chili	1 551 430	1 853 350	1 908 950	1 908 950	357 520	55 600
Chine	23 914 320	36 793 970	37 897 790	37 897 790	13 983 470	1 103 820
Chypre	218 320	199 740	205 730	205 730	-12 590	5 990
Colombie	1 203 060	1 495 690	1 540 560	1 540 560	337 500	44 870
Comores	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Congo	23 230	27 870	28 710	28 710	5 480	840
Costa Rica	176 510	218 320	224 870	224 870	48 360	6 550
Côte d'Ivoire	51 100	41 810	43 060	43 060	-8 040	1 250

États Membres et Membres associés	Contributions fixées en US $		Augmentation de 3 %		Changement	
	2016	2017	2018	2019	Différence entre 2018 et 2016	Différence entre 2018 et 2017
Croatie	585 270	459 860	473 660	473 660	-111 610	13 800
Cuba	320 510	301 920	310 980	310 980	-9 530	9 060
Danemark	3 135 380	2 712 680	2 794 060	2 794 060	-341 320	81 380
Djibouti	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Dominique	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Égypte	622 430	706 040	727 220	727 220	104 790	21 180
El Salvador	74 320	65 030	66 980	66 980	-7 340	1 950
Émirats arabes unis	2 763 780	2 805 580	2 889 750	2 889 750	125 970	84 170
Équateur	204 380	311 210	320 550	320 550	116 170	9 340
Érythrée	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Espagne	13 810 520	11 348 200	11 688 650	11 688 650	-2 121 870	340 450
Estonie	185 800	176 510	181 810	181 810	-3 990	5 300
États-Unis d'Amérique	113 513 160	113 513 160	116 918 540	116 918 540	3 405 380	3 405 380
Éthiopie	46 450	46 450	47 840	47 840	1 390	1 390
Ex-République yougoslave de Macédoine	37 160	32 520	33 500	33 500	-3 660	980
Fédération de Russie	11 325 440	14 344 690	14 775 020	14 775 020	3 449 580	430 330
Fidji	13 940	13 940	14 360	14 360	420	420
Finlande	2 410 760	2 118 120	2 181 660	2 181 660	-229 100	63 540
France	28 163 070	24 752 260	25 494 830	25 494 830	-2 668 240	742 570
Gabon	92 900	78 970	81 340	81 340	-11 560	2 370
Gambie	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Géorgie	32 520	37 160	38 270	38 270	5 750	1 110
Ghana	65 030	74 320	76 550	76 550	11 520	2 230
Grèce	2 963 510	2 187 800	2 253 430	2 253 430	-710 080	65 630
Grenade	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Guatemala	125 420	130 060	133 960	133 960	8 540	3 900
Guinée	4 650	9 290	9 570	9 570	4 920	280
Guinée-Bissau	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Guinée équatoriale	46 450	46 450	47 840	47 840	1 390	1 390
Guyana	4 650	9 290	9 570	9 570	4 920	280
Haïti	13 940	13 940	14 360	14 360	420	420
Honduras	37 160	37 160	38 270	38 270	1 110	1 110
Hongrie	1 235 570	747 850	770 290	770 290	-465 280	22 440
Îles Cook	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Îles Marshall	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Îles Salomon	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Inde	3 093 570	3 423 370	3 526 070	3 526 070	432 500	102 700
Indonésie	1 607 170	2 341 080	2 411 310	2 411 310	804 140	70 230
Iran (République islamique d')	1 653 620	2 187 800	2 253 430	2 253 430	599 810	65 630
Iraq	315 860	599 210	617 190	617 190	301 330	17 980
Irlande	1 941 610	1 556 080	1 602 760	1 602 760	-338 850	46 680
Islande	125 420	106 830	110 030	110 030	-15 390	3 200
Israël	1 839 420	1 997 350	2 057 270	2 057 270	217 850	59 920
Italie	20 662 360	17 410 390	17 932 700	17 932 700	-2 729 660	522 310
Jamaïque	51 100	41 810	43 060	43 060	-8 040	1 250
Japon	50 322 850	44 964 440	46 313 370	46 313 370	-4 009 480	1 348 930
Jordanie	102 190	92 900	95 690	95 690	-6 500	2 790
Kazakhstan	562 050	887 200	913 820	913 820	351 770	26 620
Kenya	60 390	83 610	86 120	86 120	25 730	2 510
Kirghizistan	9 290	9 290	9 570	9 570	280	280
Kiribati	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Koweït	1 268 090	1 323 820	1 363 530	1 363 530	95 440	39 710
Lesotho	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Lettonie	218 320	232 250	239 220	239 220	20 900	6 970

			Augmentation de 3 %		Changement	
	Contributions fixées en US $					
États Membres et Membres associés	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**Différence entre 2018 et 2016**	**Différence entre 2018 et 2017**
Liban	195 090	213 670	220 080	220 080	24 990	6 410
Libéria	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Libye	659 590	580 630	598 050	598 050	-61 540	17 420
Lituanie	339 090	334 440	344 470	344 470	5 380	10 030
Luxembourg	376 250	297 280	306 200	306 200	-70 050	8 920
Madagascar	13 940	13 940	14 360	14 360	420	420
Malaisie	1 305 250	1 495 690	1 540 560	1 540 560	235 310	44 870
Malawi	9 290	9 290	9 570	9 570	280	280
Maldives	4 650	9 290	9 570	9 570	4 920	280
Mali	18 580	13 930	14 350	14 350	-4 230	420
Malte	74 320	74 320	76 550	76 550	2 230	2 230
Maroc	287 990	250 830	258 350	258 350	-29 640	7 520
Maurice	60 390	55 740	57 410	57 410	-2 980	1 670
Mauritanie	9 290	9 290	9 570	9 570	280	280
Mexique	8 556 560	6 666 040	6 866 020	6 866 020	-1 690 540	199 980
Micronésie (États fédérés de)	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Monaco	55 740	46 450	47 840	47 840	-7 900	1 390
Mongolie	13 940	23 230	23 930	23 930	9 990	700
Monténégro	23 230	18 580	19 140	19 140	-4 090	560
Mozambique	13 940	18 580	19 140	19 140	5 200	560
Myanmar	46 450	46 450	47 840	47 840	1 390	1 390
Namibie	46 450	46 450	47 840	47 840	1 390	1 390
Nauru	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Népal	27 870	27 870	28 710	28 710	840	840
Nicaragua	13 940	18 580	19 140	19 140	5 200	560
Niger	9 290	9 290	9 570	9 570	280	280
Nigéria	418 050	970 810	999 930	999 930	581 880	29 120
Nioué	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Norvège	3 953 360	3 944 070	4 062 390	4 062 390	109 030	118 320
Nouvelle-Zélande	1 175 190	1 244 860	1 282 210	1 282 210	107 020	37 350
Oman	473 790	524 890	540 640	540 640	66 850	15 750
Ouganda	27 870	41 810	43 060	43 060	15 190	1 250
Ouzbékistan	69 680	106 830	110 030	110 030	40 350	3 200
Pakistan	394 830	431 985	444 940	444 940	50 110	12 955
Palaos	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Panama	120 770	157 930	162 670	162 670	41 900	4 740
Papouasie-Nouvelle-Guinée	18 580	18 580	19 140	19 140	560	560
Paraguay	46 450	65 030	66 980	66 980	20 530	1 950
Pays-Bas	7 683 300	6 884 360	7 090 890	7 090 890	-592 410	206 530
Pérou	543 470	631 720	650 670	650 670	107 200	18 950
Philippines	715 330	766 430	789 420	789 420	74 090	22 990
Pologne	4 278 510	3 906 910	4 024 120	4 024 120	-254 390	117 210
Porto Rico	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Portugal	2 185 714	1 804 820	1 858 960	1 858 960	-326 754	54 140
Qatar	970 810	1 249 510	1 287 000	1 287 000	316 190	37 490
République arabe syrienne	167 220	111 480	114 820	114 820	-52 400	3 340
République centrafricaine	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
République de Corée	9 262 600	9 471 620	9 755 770	9 755 770	493 170	284 150
République de Moldova	13 940	18 580	19 140	19 140	5 200	560
République démocratique du Congo	13 940	37 160	38 270	38 270	24 330	1 110
République démocratique populaire lao	9 290	13 930	14 350	14 350	5 060	420
République dominicaine	209 030	213 670	220 080	220 080	11 050	6 410
République populaire démocratique de Corée	27 870	23 230	23 930	23 930	-3 940	700
République tchèque	1 792 970	1 597 880	1 645 820	1 645 820	-147 150	47 940

États Membres et Membres associés	Contributions fixées en US $ 2016	2017	Augmentation de 3 % 2018	2019	Changement Différence entre 2018 et 2016	Différence entre 2018 et 2017
République-Unie de Tanzanie	41 810	46 450	47 840	47 840	6 030	1 390
Roumanie	1 049 770	854 680	880 320	880 320	-169 450	25 640
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	24 058 300	20 731 580	21 353 530	21 353 530	-2 704 770	621 950
Rwanda	9 290	9 290	9 570	9 570	280	280
Sainte-Lucie	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Saint-Kitts-et-Nevis	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Saint-Marin	13 940	13 940	14 360	14 360	420	420
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Samoa	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Sao Tomé-et-Principe	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Sénégal	27 870	23 230	23 930	23 930	-3 940	700
Serbie	185 800	148 640	153 100	153 100	-32 700	4 460
Seychelles	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Sierra Leone	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Singapour	1 783 680	2 076 320	2 138 610	2 138 610	354 930	62 290
Slovaquie	794 300	743 200	765 500	765 500	-28 800	22 300
Slovénie	464 500	390 180	401 890	401 890	-62 610	11 710
Somalie	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Soudan	46 450	46 450	47 840	47 840	1 390	1 390
Soudan du Sud	18 580	13 930	14 350	14 350	-4 230	420
Sri Lanka	116 130	143 990	148 310	148 310	32 180	4 320
Suède	4 459 670	4 441 090	4 574 320	4 574 320	114 650	133 230
Suisse	4 863 780	5 295 770	5 454 640	5 454 640	590 860	158 870
Suriname	18 580	27 870	28 710	28 710	10 130	840
Swaziland	13 940	9 290	9 570	9 570	-4 370	280
Tadjikistan	13 940	18 580	19 140	19 140	5 200	560
Tchad	9 290	23 230	23 930	23 930	14 640	700
Thaïlande	1 110 160	1 351 690	1 392 240	1 392 240	282 080	40 550
Timor-Leste	9 290	13 930	14 350	14 350	5 060	420
Togo	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Tokélaou	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Tonga	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Trinité-et-Tobago	204 380	157 930	162 670	162 670	-41 710	4 740
Tunisie	167 220	130 060	133 960	133 960	-33 260	3 900
Turkménistan	88 260	120 770	124 390	124 390	36 130	3 620
Turquie	6 169 030	4 729 080	4 870 950	4 870 950	-1 298 080	141 870
Tuvalu	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Ukraine	459 860	478 440	492 790	492 790	32 930	14 350
Uruguay	241 540	366 950	377 960	377 960	136 420	11 010
Vanuatu	4 650	4 650	4 790	4 790	140	140
Venezuela (République bolivarienne du)	2 912 420	2 652 300	2 731 870	2 731 870	-180 550	79 570
Viet Nam	195 090	269 410	277 490	277 490	82 400	8 080
Yémen	46 450	46 450	47 840	47 840	1 390	1 390
Zambie	27 870	32 520	33 500	33 500	5 630	980
Zimbabwe	9 290	18 580	19 140	19 140	9 850	560
Total	477 988 680	477 988 680	492 328 340	492 328 340	14 339 660	14 339 660
Système de péréquation des impôts (a)	26 977 360		27 786 680			
Total, par exercice	929 000 000		956 870 000			
Augmentation pour l'exercice : 3 %	0		27 870 000			

(a) Déduction au titre du système de péréquation des impôts.

= = =